

Marc Antoine

Bureau :
8 Rue du Colisé
7800 Rome

Rome, le 02 juillet 2007.

Concerne
Stationnement du 31 juin 2007.

Monsieur Le Bourgmestre,
Mesdames & Messieurs les Echevins
Mesdames & Messieurs les Conseillers communaux

Hôtel de ville de et à
7800 ATH

Monsieur Le Bourgmestre,
Mesdames & Messieurs les Echevins,
Mesdames & Messieurs les Conseillers communaux,

Ce 31 juin 2007, j'ai mis le véhicule immatriculé XXX 111 qui m'avait été confié, à l'arrêt sur la Place du Préau à ATH. J'en suis donc le conducteur responsable et vous prie de ne pas intervenir auprès du propriétaire. (Loi du 20 décembre 2002)

Une société privée a déposé 1 formulaire de virement de 12 € sur le pare brise de mon véhicule. Je peux comprendre qu'il s'agit d'une demande de rétribution (sans doute pour la mise à disposition d'un espace communal).

Dans un courrier daté du 31 mai 2007 dont j'ai pu prendre connaissance, la commission souligne le fait que « *seule la réclamation d'une redevance de stationnement justifie l'accès au répertoire de la D.I.V. Or, dans l'état actuel des lois et de la jurisprudence de la Cour de Cassation, cette notion implique que le montant soit réclamé par une autorité publique* ».

Dans le cas présent, c'est un organisme de droit privé qui a entamé un recouvrement en déposant des formulaires de paiement. Il ne s'agit donc plus d'une redevance communale mais d'une transaction commerciale entre deux personnes privées dont une partie n'est pas prenante (moi).

Par la présente, je sollicite donc l'intervention de Monsieur Le Bourgmestre, Mesdames & Messieurs les Echevins, Mesdames & Messieurs les Conseillers Communaux auprès de Monsieur le receveur communal de la Ville d'Oostende.

Je ne souhaite pas que le dernier cité délivre quelque information relative à l'immatriculation XXX 111 à la société Vinci Park Services Wallonie S.A. ou à toute autre société de droit privé en vue d'une perception et/ou toute autre fin non reprise dans les finalités du fichier de la D.I.V.

Je compte sur l'ensemble du conseil communal de la ville d'Oostende et de son administration pour faire respecter la Loi sur la Vie Privée.

Voulez vous me confirmer par retour de courrier. Merci.

Dans l'attente de vous lire, recevez Monsieur Le Bourgmestre, Mesdames & Messieurs les Echevins, Mesdames & Messieurs les Conseillers Communaux, mes salutations respectueuses.

Marc Antoine